

De la participation des parents au coût des classes de préscolaire
en milieu urbain
des exemples : MADAGASCAR, MOZAMBIQUE, BRESIL, INDE
Synthèse de la réunion - discussion du 17 juillet 98

Avertissement : cet atelier a eu lieu en 1998. Depuis, les actions ont continué d'évoluer. Cette synthèse constitue donc une part des archives des programmes éducation d'IA et Essor.

Participants
Décembre 98
Synthèse rédigée
par Anne Carpentier -
Liste de Diffusion

Sommaire

- **Préambule**
- **1. Le contexte**
- **2. Les objectifs**
- **3. La population cible**
- **4. La participation des parents aux coûts des maternelles**
- **5. Perspective de pérennisation**
- **6. Une proposition de paramètres communs pour mesurer l'impact des classes préscolaires?**
- **Annexes :**
 - présentation des actions éducatives d'ESSOR au Brésil
 - histoires et témoignages
- **Voir aussi...**

AVIS IMPORTANT

Les fiches et récits d'expériences « Pratiques » sont diffusés dans le cadre du réseau d'échanges d'idées et de méthodes entre les ONG signataires de la « charte Inter Aide »

Il est important de souligner que ces fiches ne sont pas normatives et ne prétendent en aucun cas "dire ce qu'il faudrait faire"; elles se contentent de présenter des expériences qui ont donné des résultats intéressants dans le contexte où elles ont été menées.

Les auteurs de "Pratiques" ne voient aucun inconvénient, au contraire, à ce que ces fiches soient reproduites à la condition expresse que les informations qu'elles contiennent soient données intégralement y compris cet avis .

Préambule

Le préscolaire est un domaine relativement circonscrit, avec **des objectifs clairs et des indicateurs d'activités et de coûts et des résultats qui sont relativement faciles à mesurer**. Mais les sujets à aborder étant nombreux (pédagogie, formation des éducateurs, impact sur le développement de l'enfant, impact sur la scolarité primaire...) nous avons décidé de centrer cette première réunion-discussion sur une question précise qui se posait sur plusieurs programmes: **l'analyse des coûts des classes maternelles et les possibilités de pérennisation ou d'autonomisation, partielle ou totale, des structures préscolaires**.

Plusieurs points communs existent entre les programmes décrits durant cette réunion, dont certains découlent à l'évidence des objectifs généraux de nos actions de développement (**travail avec les plus**

pauvres, demande systématique de participation des bénéficiaires, pragmatisme dans le choix des actions) et d'autres des objectifs mêmes du préscolaire tel qu'il est mené dans le cadre de nos projets (**prévention de l'échec scolaire et de la non-scolarisation par exemple**).

Des disparités existent également, dont certaines - qui ne sont peut-être pas les plus importantes - sont dues aux contextes locaux. D'autres découlent de l'histoire du programme dans lequel s'inscrit le volet préscolaire (ancienneté des programmes, existence ou non de partenaires locaux et historique des relations avec ces partenaires, et volonté du responsable de programme et/ou de l'association de travailler de manière plus ou moins communautaire).

1. Le contexte ...

... général...

Sur tous les programmes (au Mozambique, et auparavant au Brésil [ESSOR], en Inde, et à Madagascar [I.A.]), les activités de préscolaire se font en marge du système officiel d'éducation : au Mozambique comme à Madagascar, le préscolaire dépend du ministère des "Affaires Sociales" ou de " la Population ", et non du ministère de l'éducation. **Nulle part les maternelles ne sont obligatoires**. En Inde, il existe néanmoins de nombreuses maternelles privées ("*balwadis*", littéralement jardins d'enfants).

Au Brésil, la situation est désormais différente puisque l'état a décidé il y a deux ans de financer toutes les "crèches" communautaires (les crèches accueillent les enfants de 0 à 6 ans). Le préscolaire reste néanmoins facultatif (alors que les enfants doivent savoir lire et écrire en rentrant à l'école primaire...). Les volets éducatifs des programmes d'Essor au Brésil se sont donc réorientés vers le soutien scolaire, la prévention de la délinquance, la "stimulation précoce" pour les enfants de 6 mois à 6 ans.

(Nous ne décrivons pas ces actions dans cette synthèse sur le préscolaire, mais l'annexe 1 présente succinctement les actions éducatives menées dans le cadre des 3 programmes urbains intégrés menés par Essor à Fortaleza, Sao Luis et Belem; Voir aussi la fiche 2.1.1. "Manuel de crèche" d'Essor ainsi que la fiche 2.3.2. sur le soutien scolaire d'Essor et la fiche 2.5.1. Méthodologie Adolescents ESSOR).

Ce travail en dehors de cadre officiel de " l'éducation nationale " a une conséquence directe: à moins d'un changement de politique (comme ce fut le cas au Brésil) **l'autonomisation organisationnelle et financière de ces classes de préscolaire doit reposer sur les parents** - même si l'obtention d'appuis ponctuels ou partiels des services publics sont envisageables.

... et particulier :

A Maputo, capitale du Mozambique, le projet a démarré début 97 par l'accompagnement familial. Les trois axes du programme intégré d'Essor sont : **santé sociale** (accompagnement familial), **éducation** (de 1 à 18 ans : préscolaire, soutien scolaire, prévention de la délinquance via groupes d'adolescents) et **emploi** (formation professionnelle, placement, crédit).

L'enquête menée en janvier 97 sur 1000 familles des deux quartiers prospectés (Mafalala, quartier très urbain de 18 000 hb et Aeroporto B, 12 000 hb, quartier spontané semi-urbain avec un fort taux de croissance) a mis en évidence les besoins en éducation : 90% des enfants de 0 à 6 ans restent à la maison, 75% des enfants de 7 à 12 ans sont scolarisés, contre 50% des 13-18 ans (problème du portugais, langue officielle / dialectes). Il y a en moyenne 50 élèves pour 1 enseignant dans le primaire. L'école est à mi-temps

(matin ou après-midi) ; les enseignants organisent des cours de soutien scolaire payants chez eux.

Bien que l'Action Sociale cite le préscolaire comme une de ses priorités, il n'y a que 72 "escolinhas" (maternelles) pour toute la ville de Maputo (1 200 000 hb !) où l'on rencontre des enfants de 3 à ... 14 ans ! Des mécanismes d'aides sociales existent (inscription des enfants à l'école primaire, bourses...) mais sont peu ou pas connus des habitants des quartiers, et dans l'ensemble leur impact est minime . Pourtant, l'éducation est une priorité des populations. (A Maputo, des techniciens de l'Action Sociale (1 / 300 000 hb !) sont chargés d'informer les habitants de leur zone sur les Caisses Scolaires (qui gèrent inscriptions et bourses)... mais il n'informent en général les familles qui habitent à proximité ! Le volet A.F. repère les enfants en âge d'être scolarisés et les connecte aux Caisses Scolaires. La ville devant trouver des places pour les enfants référés par les Caisses, des classes publiques ont été créées grâce à cet appui d'Essor, pour 69 enfants de familles accompagnées).

Le volet éducation a démarré en juin 97 par le soutien scolaire, sous l'impulsion d'un groupe de 26 mères. La participation des parents représente 75% du salaire des deux enseignants chargés des cours de soutien.

Le volet préscolaire est tout récent puisqu'il a démarré en juin 98 avec 50 enfants en s'appuyant d'emblée sur la communauté via les associations du quartier Aeroporto B, une ONG menant un programme présco sur le quartier de Mafalala.

A Madagascar, le programme d'Antananarivo (Tana, 1 200 000 hb) a démarré en octobre 93 avec l'accompagnement familial (A.F.), puis la formation professionnelle, le préscolaire et enfin les prêts productifs, sur les quartiers d'Isotry (30 000 hb) et de Tsaramasay (10 000 hb).

L'enquête préalable (qui a fait ressortir 3 besoins principaux, revenus/emploi, éducation, santé) donné les résultats suivants : le taux de scolarisation varie de 35 à 60% selon les quartiers pour les 6 à 14 ans, pour les populations avec lesquelles on travaille (les quartiers sont très hétérogènes); 40% des enfants ne terminent pas leur scolarité primaire; **seulement 2 à 4% des enfants fréquentent une maternelle**; 80% des parents n'ont pas le certificat d'études primaires. Les écoles publiques sont pleines, avec environ 80 élèves par enseignant et un absentéisme des enseignants très élevé. Il y a aussi beaucoup d'écoles privées.

Le volet préscolaire a démarré d'une manière assez directive. Ce sont les maternelles du projet Inter Aide et les éducatrices sont recrutées, formées et salariées par le programme.

Un petit volet soutien scolaire a démarré à la rentrée 98. Le salaire des maîtres doit être à la charge des parents, (ce qui est possible avec 60 enfants) le projet fournit le local (dans les centres préscolaires) et le matériel et le suivi pédagogique (lien entre le soutien scolaire et l'école primaire publique). Ce sont des cours d'une demi-journée tous les samedi. La priorité est donnée aux enfants des familles suivies en accompagnement familial (26 inscrits en septembre 98 dont 23 A.F. - pour une capacité de 60 - le programme subventionne donc actuellement pour moitié le salaires des maîtres).

En Inde, il faut distinguer les programmes de **New Bombay** (partenaire Alert India) et de **Bombay**, où nous travaillons avec deux jeunes associations, Navnirman à Malad-Malwany et JMK à Golibar-Bandhra (issues de la disparition du MLSM, premier partenaire d'IA), de ceux de **Pune**, où Inter Aide travaille depuis 15 ans en santé et éducation avec deux partenaires locaux, Snehdeep et Deep Griha: *Snehdeep travaille sur 5 bidonvilles de Pune : Kashewadi, Lohia Nagar, Janwadi, Patel Estate, Kamgar Putla (L'ensemble de ces quartiers regroupe 55 000 hb). Deep Griha, travaille sur les bidonvilles de : Tadiwala Road, Ramtekadi, Bibewadi, Vishrantwadi. (L'ensemble de ces quartiers regroupe 45 000 hb).* La collaboration avec Deep

Griha s'est achevée en juin 2001.

A Pune comme à Bombay, les programmes sont intégrés : éducation, emploi (prêts, formation professionnelle,) santé primaire (+TB à Bombay et prévention du sida à Pune) .L'Inde est en plein boom économique depuis 1992. Pune est la ville indienne qui grossit le plus vite, mais les bidonvilles ne grossissent pas. Les quartiers où l'on travaille ont progressé depuis 15 ans, et l'habitat, par exemple, s'y est considérablement amélioré.

A Pune, les taux de couverture atteints par les deux partenaires indiens sur les quartiers d'invention sont excellents (95% de couverture en BCG pour les moins de 1 an 85% de couverture DTPer; 60 à 65% des femmes sont sous planning. 90 % des femmes enceintes sont vaccinées contre le tétanos...).

Sur les quartiers où travaillent Deep Griha seulement 7% des enfants de 4-5 ans ne fréquentent pas de maternelles (dans une optique de prévention de l'échec scolaire, la priorité a été donnée à cette classe d'âge depuis quelques années, afin de toucher le plus d'enfants possible avant leur entrée à l'école primaire).

Dans le domaine de l'éducation, 4 types d'actions sont menées à Bombay et à Pune (pour un total de 7620 bénéficiaires directs) : des classes maternelles, des classes de soutien scolaire, des classes d'éducation informelle pour les enfants et jeunes ayant quitté l'école ou n'ayant jamais été à l'école, et des cours d'alphabétisation pour les adultes.

2. Les objectifs

Les objectifs généraux des programmes préscolaires :

- la prévention de la non-scolarisation primaire (Tana / Inde / Maputo)
- la prévention de l'échec scolaire (Tana / Inde / Maputo)
- éveiller / éduquer / socialiser les enfants (et par ricochet, éducation des parents) (Tana)

3. La population cible :

Le volet préscolaire de **Maputo** est réservé aux enfants des familles suivies en accompagnement familial (240 familles suivies en avril 98). En juillet 98, 50 enfants étaient inscrits dans les deux classes de préscolaire (1 pour les enfants de 4 ans, 1 pour les 5 ans)

A Tana, à fin octobre 98, 789 enfants de 2 ans ½ à 6 ans ont été inscrits par leurs parents dans les 6 centres préscolaire. Il y a 32.5 élèves par classe en moyenne soit 130 enfants par école (75 à 80% de présence), encadrés par 21 monitrices. Les classes sont en en double vacation. (850 élèves en sept. 97, 715 enfants en juillet 98, soit un taux d'abandon annuel de 16.5%).

A fin septembre 98, 35% des élèves sont issus des familles A.F. . On espère voir cette proportion augmenter puisque les inscriptions restent ouvertes pour les familles A.F. tout au long du premier trimestre de l'année.

Pour favoriser l'inscription des enfants provenant de familles A.F., le programme

- fait la promotion du préscolaire (par les accompagnatrices de l'équipe A.F. et par les monitrices du préscolaire) avant l'inscription en septembre,
- encourage les pré-inscriptions en juillet et en réservant la première semaine d'inscription en septembre aux familles A.F. (frais d'inscription 1 800 FMG),
- donne accès à une épargne scolaire, pour les enfants des familles A.F.,

- et à des "caisses-écolages" (système mis en place à la rentrée 98, permettant aux parents de payer une partie des écolages à l'avance, en déposant le montant qu'ils souhaitent au rythme qu'ils souhaitent).

D'après l'enquête annuelle sur un échantillon de 100 familles A.F., 35 à 45% des 3-6 ans des familles AF sont scolarisés dans les maternelles du programme (ce qui est supérieur au pourcentage global, estimé à 20%) .

Un travail commun entre les équipes A.F. et les équipes présco se fait de manière plus poussée depuis la rentrée. Un des axe de ce travail est **d'apprendre aux familles à faire un budget, à prévoir leur revenu et leurs dépenses quotidiennes et mensuelles, de manière à ce qu'elles puissent se rendre compte que le coût de la maternelle est abordable et qu'elles ont la capacité financière de préscolariser leurs enfants.**

En Inde , 2082 enfants fréquentent les balwadis du programme à Pune et 1478 à Bombay. Pour prévenir l'échec scolaire, le programme a donné la priorité aux enfants de 4 à 5 ans, pour les préparer à l'entrée à l'école. Selon les quartiers, 60 à 80% des enfants ont entre 4 et 5 ans. Tous les enfants des balwadis sont issus des bidonvilles où l'on travaille et leurs familles sont souvent bénéficiaires des autres volets du programme (à Pune, bénéficiaires du volet santé primaire principalement, puisque les agents de santé du programme sont chargés de faciliter les inscriptions des enfants en préscolaire).

En Inde, l'accompagnement familial venant juste de commencer, on ne peut pas encore "classifier" la provenance des enfants en A.F. / non A.F. A Pune, l'évaluation systématique du revenu des bénéficiaires est récente et les données ne sont pas encore disponibles. Mais les bidonvilles où l'on travaille sont assez homogènes (les familles restent en moyenne 8 ans dans un quartier, et déménage dans un quartier plus "riche" quand elles le peuvent).

→ Voir fiches sur la semi-privatisation du préscolaire en Inde, URBAIN.2.2.1 et 2.2.2 (juillet 1999)

A Bombay, les familles avec lesquelles on travaille ont un revenu mensuel inférieur ou égal à 400 INR par personne. (Le seuil de pauvreté est estimé officiellement à 420 INR (60 FF) / mois / personne). On est donc certain que les balwadis touchent les familles pauvres.

4. La participation des parents aux coûts des maternelles:

Tous les programmes (Madagascar, Mozambique, Inde) demandent une participation financière aux parents. Les montants demandés sont comparables (de 6 à 10 FRF). Mais cela représente 4 à 5% du revenu mensuel des familles à Tana et à Maputo, contre 0,5% du revenu familial mensuel estimé sur les programmes indiens !

à MAPUTO

Le lancement de volet préscolaire s'est fait de manière résolument communautaire.

Le projet a décidé de démarrer des classes de préscolaire à la demande des familles suivies par le volet A.F.. Mais dès le départ, le projet s'est situé en appui extérieur, bien que les coûts d'investissement initiaux aient été pris en charge par le projet. Le projet fournit aussi le salaire des gardiens, matériel pédagogique et la formation des monitrices mais n'embauche ni ne salarie les monitrices

L'association de quartier doit collecter les "écolages" auprès des familles (avec reçus signés), et

une fois l'argent collecté, le projet abonde du même montant (reçu signé). Un leader de l'association de quartier va ensuite lui-même payer les monitrices. **Les monitrices ne sont donc pas employées par le projet mais bien par la communauté.**

La participation des familles est de 10 000 meticaï (environ 5 FF) par enfant. Un revenu de 200 000 meticaï par mois (100 FF) permet à une famille de vivre - l'écolage représente donc approximativement 5% du revenu mensuel.

MAPUTO	
bénéficiaires (nb d'enfants)	50
nb de classes	2
écolage mensuel demandé par enfant	5 FF (10000 meticaï)
Taux de collecte	96%
Coût d'une classe (salaires uniquement)	500 FF (1 000 000 Met)
Participation des parents (% des indemnités des monitrices)	50%
Taux de présence (moyenne sur 6 mois)	84%

NB: Pour avoir le coût de fonctionnement total de la maternelle, il faudrait ajouter la quote-part du salaire des gardiens (600 000 Met. / mois à répartir sur les volet utilisateurs), les coûts de fonctionnement (eau, électricité) et les petites fournitures (et l'évaluation du loyer du local).

Essor a donc choisi délibérément de ne pas salarier les monitrices pour ne pas créer de dépendance de la communauté vis-à-vis d'Essor. Elles sont employées par la communauté et n'ont pas de contrat de travail avec Essor. Il avait été envisagé de former l'association de quartier à la gestion administrative des activités (afin qu'elle puisse recruter les monitrices, avec contrat de travail, feuille de paie, etc.) mais sur les 6 membres actifs (sur les 8 membres de la commission) 2 seulement savent lire et écrire... Ce type d'action de formation fera l'objet d'un projet spécifique (formation d'acteurs locaux, leaders communautaires et associations de quartier) que Frédéric Barbotin démarre actuellement.

à TANANARIVE

A Tana, l'écolage est de 3000 FMG / mois (environ 3 FF), soit l'équivalent d'une journée de travail informel (Le smic officiel journalier = 6 FF. Smic mensuel environ 135 FRF)

ANTANANARIVO	
bénéficiaires (nb d'enfants)	
nb d'écoles (4 classes / école et environ 33 élèves / classes)	
Ecolages mensuels demandés (3000 Fmg * 11 mois + 2300 Fmg d'inscription / 12 mois)	3.20 FF (3210 Fmg)
Taux de collecte	90% ?
Coût mensuel moyen d'une école *	983 FF
Recettes mensuelles attendues par école	422 FF
% de participation réelle des parents	39%
Taux de présence	80%

* Ces coûts incluent : le salaires des monitrices sur 12 mois hors cotisations sociales, les petites fournitures (craies, papier...) le loyer des écoles. Mais n'incluent pas : les formations, l'équipement, le matériel pédagogique (participation de l'Unicef) et les salaires des gardiens.

La participation des parents théorique (100% de collecte) représente 71% du salaire des enseignants (2 monitrices + 1 aide), 64% en réel (avec 90% de collecte).

Le programme envisage d'augmenter l'écolage à 4000 FMG dans un an. La prise en charge des coûts par les parents passerait alors à 56% (84 % des salaires).

en INDE

Ce sont les classes préscolaires des programmes indiens qui ont le coût de fonctionnement le plus bas par rapport au revenu estimé des familles, mais aussi le pourcentage de participation des parents le plus faible (hors balwadis "semi-privés" , voir ci-dessous), alors que les coûts modiques permettent d'envisager une bien meilleure prise en charge par les parents.

Le tableau ci-dessous donne un résumé chiffré du volet préscolaire et une **estimation** de la participation financière des parents.

1 Roupie = 7 FF

Données 1998	Pune		Bombay		
	Deep Griha	Snehdeep	Malad (Navnirman)	Golibar (JMK)	New Bombay (Alert India)
bénéficiaires (nb d'enfants)	1581	501	633	695	150 (depuis juin 98)
nb de classes	43 (36.8 enfants / classe)	18 (27.8 enfants / classe)	23 (27.5 enfants / classe)	28 (24.8 enfants / classe)	5 (25 enfants / classe)
écolages mensuels demandé par enfants	1 F - 1.40 F (8 à 10 Rs /mois)	1.40 FF (10 Rs / mois)	1.40 FF (10 Rs / mois)	2 FF 15 Rs / mois (20 depuis juin 98)	1.40 FF 10 Rs / mois
Recettes mensuelles attendues par classe	53 FF	40 FF	39 Ff	53 Ff	36 FF
Coût d'une classe	330 FF	171 FF	171 FF	143 FF	171 FF ?
Taux de collecte	83 %	65%	60%	81%	50% ?
Participation des parents (% par rapport au coût total de la maternelle)	14%	16%	14	30% (avec un écolage de 15 Rs)	10%?
Taux de présence (moyenne)	72.50%	80%	75%	72%	62%

le revenu d'une journée de travail informel = oscille entre 50 et 90 INR (environ 7 à 13 FRF) ... à comparer aux 20 INR par mois maximum demandées dans les balwadis.

Pour une famille de 5 personnes vivant au "seuil de pauvreté officiel" (420 INR * 5 personnes / mois = 2 100 roupies = 300 FF), un écolage de 20 INR (3 FF) représente 1% du revenu mensuel ! Mais les bénéficiaires comparent plus facilement l'écolage à leur revenu journalier (22% à 50%)... A Malad, le revenu moyen mensuel des familles dont les enfants sont dans les balwadis du programme est de 350 INR * 5 personnes= 1750 INR = 250 FF. Mais en réalité, le budget familial est souvent géré par la mère, qui paie les

dépenses familiales sur son seul revenu (il est fréquent que les femmes ne connaissent même pas le revenu de leur mari - et qu'elles n'en voient pas la couleur...). Le tableau ci-dessus montre que les écolages, même les plus élevés, semblent à la portée de la plupart des familles. Les taux de participation financière et de collecte sont donc encore très inférieurs à ce qu'ils pourraient être. Il y a plusieurs raisons à cela : la priorité donnée ces dernières années à la couverture de la classe d'âge concernée, la culture des ONG partenaires (notamment à Pune), et leurs relations avec les " mandals ", les associations de quartier qui, mettant les locaux à la disposition du programme, ne comprennent pas ou ne veulent pas que le programme demande en plus une participation financière importante aux familles.

A Golibar, les écolages ont été augmentés à 20 INR = 3 FF/ mois / enfant en juin 98. C'est une évolution d'autant plus positive (10 INR en 96/97, 15 en 97/98) que très peu d'enfants ont quitté les balwadis à la suite de ces augmentations. Ce montant reste faible, car dans des bidonvilles plus pauvres visités à Chembur (banlieue de Bombay) certains parents n'hésitent pas à payer deux à trois fois plus (50-60 Roupies) pour mettre leurs enfants dans des balwadis privés, à l'extérieur du bidonville et souvent en anglais...

NB : Une session de balwadi dure de deux à trois heures par jour (à Malad, 2 h / jour pour les " juniors ", 3 h pour les " seniors " de 4-5 ans). Les éducatrices sont payées en moyenne 1000 INR par mois pour 2 sessions par jour (143 FF / mois pour 5 à 6 heures par jour).

Le coût moyen d'une classe de maternelle (session) est de 1000 à 1200 INR / mois (170 FF) : salaire monitrice 500 à 600 INR + salaire assistante 250-300 + location du local, charges et petites fournitures 250 à 300. (Il n'y a pas de matériel, ni d'équipement pas de table ni de chaise, juste des nattes, un tableau peint sur le mur).

Pour un balwadi de 1200 INR / mois avec 30 enfants par session, le coût par enfant est donc 40 INR (5.70 FRF), ce qui correspondrait à 2% du revenu moyen mensuel estimé des familles (420 * 5 personnes = 2100 INR) !

Une augmentation substantielle de la participation financière des parents semble donc possible, ce qui supposera de bien informer les parents de manière à ne pénaliser ou exclure les familles les plus fragiles. (A Pune, l'évaluation systématique des revenus des bénéficiaires aidera sûrement à augmenter le montant écolages et le taux de collecte).

Voir fiches sur la semi-privatisation du préscolaire en Inde, URBAIN.2.2.1 et 2.2.2 (juillet 1999)

5. Perspectives de pérennisation

A Maputo , pour préparer l'autonomisation, le programme a fait le choix dès le départ:

- de s'appuyer sur une volonté communautaire
- d'engager la participation financière des parents comme condition sine qua non d'appui financier du projet
- de préparer l'enregistrement des structures préscolaires et de soutien scolaire par le Ministère de tutelle (Action Sociale)
- de garantir la qualité de l'enseignement

Une ONG travaillant à Maputo a associé au préscolaire des activités productives (atelier de couture, pour favoriser l'autonomisation financière de ses maternelles, mais ce type d'action peut détourner les classes préscolaires de leur objectif premier (et poser le problème du travail des enfants...). En revanche, une activité de potager, qui est une bonne activité d'éveil pour les enfants, pourrait être testée. Quelques expériences de ce type menées par d'autres ONG ont donné des résultats positifs.

La formation d'acteurs locaux est un des objectifs majeurs des programmes d'Essor. Frédéric Barbotin démarre actuellement à Maputo un projet spécifique de formation de leaders communautaires, acteurs locaux et travailleurs sociaux, qui devrait largement contribuer à favoriser l'autonomisation des activités du programme.

A Tana, en vue de la pérennisation, le programme préscolaire a plusieurs atouts : la réponse à une demande très forte et l'adéquation de la réponse à la demande (environ 20% des besoins sont couverts); la qualité des monitrices et de l'enseignement, la participation des parents (40 à 45%) au bout de 3 ans de programme, alors que les parents ne sont pas structurés en comités ou associations. Mais il y a aussi des faiblesses : la passivité des autorités locales qui considèrent les ONG comme des bailleurs de fonds ou comme des "remplaçants", ce qui pose notamment un problème de locaux (sur 18 salles, une seule est prêtée par la municipalité), la passivité des parents qui sont plus consommateurs d'un service que partie prenante (ce qui est aussi une conséquence de la manière assez directive dont on a conçu et démarré le programme).

Sur le plan organisationnel, l'accent doit être mis en priorité sur les parents pour les encourager et leur permettre de devenir acteurs, via des comités de parents ou autre forme d'association. **Sur le plan matériel**, une des priorités serait d'obtenir des terrains ou des locaux municipaux. On peut espérer aussi que des comités ou associations de parents, une fois créés, puissent petit à petit faire pression sur les instances municipales pour obtenir des locaux... I.A. prévoit d'augmenter nettement le nombre d'enfants préscolarisés dans les années à venir, mais en positionnant d'emblée le programme en appui extérieur.

En Inde, l'évolution économique générale, qui se répercute sur les quartiers d'intervention, notamment à Pune, et l'ancienneté des programmes (qui a permis aux équipes d'atteindre des taux de couverture élevés, et aux familles de mesurer l'intérêt des actions proposées) justifie pleinement l'autonomisation financière des balwadis.

Une expérience de balwadis "semi-privés" est en cours à Malad (Bombay) et démarre à Pune : les partenaires de Pune ont proposé à certaines de leurs enseignantes chevronnées d'ouvrir leurs propres classes de maternelle privées, financées par les écolages, en dehors du cadre de l'ONG locale mais avec, au départ, un appui contractualisé.

Pour que l'expérience réussisse, ces femmes doivent y trouver un intérêt professionnel et financier (elles auront plus de travail et de responsabilités qu'en salariée) et acquérir de nouvelles compétences (gestion, finances, relations avec les parents et les autorités...).

L'ONG s'engagera à les aider dans leur entreprise en échange du respect de certaines normes : admission d'enfants très pauvres, nombre d'enfants limité, condition d'hygiène, qualité de l'enseignement, prix raisonnables, information des parents... Elle pourra par exemple subventionner la classe, si nécessaire, en fonction du nombre d'élèves provenant de familles très défavorisées, se charger de la formation continue et de la supervision pédagogique gratuitement, fournir une aide à la gestion.

Si l'expérience réussit on pourrait la généraliser, proposer à ces écoles un " **label de qualité** " et former ainsi un réseau de balwadis semi-privés. Dans l'avenir, un tel réseau de maternelles semi-privées serait en bien meilleure position pour négocier avec les autorités et obtenir un appui, ou pour résister en cas de diminution des ressources en provenance de l'extérieur (via les ONG partenaires).

A Pune, l'obstacle principal est sans doute l'attitude des deux partenaires locaux, dont l'objectif est

de pallier à l'absence de structures publics dans les bidonvilles en mettant à disposition des habitants des services contre une participation financière quasi symbolique. Si ils sont rétifs aux perspectives d'autonomisation, c'est aussi parce que les actions (de qualité) qu'ils mènent justifient leur existence...

A Bombay, les partenaires locaux, plus jeunes, ont une vision plus dynamique de leur rôle d'"agents de développement communautaire". Des balwadis semi-privés sont expérimentés à **Malad** avec Navnirman. 44% des coûts de fonctionnement sont pris en charge par les parents (**20-25 INR** collectés par enfant).

A New Bombay l'équipe d'Alert India à Indira Nagar (5 balwadis ouverts en juin 98, 150 enfants inscrits, contre 87 enfants pour l'année scolaire 97/98) **compte d'abord essayer de faire pression sur les autorités municipales** à travers un "mandal" (association) de 35 femmes dont la vocation est d'agir comme groupe de pression auprès des services publics locaux pour obtenir des infrastructures (toilettes publiques, drains, égouts, etc.).

La formule du "balwadi semi-privé" n'est donc pas un dogme, mais une option pragmatique qui semble présenter les meilleurs gages de viabilité pour les maternelles, dans le contexte actuel des programmes.

Dans la mesure où les parents ne sont concernés par les maternelles que pour 1 ou 2 ans (puisque les classes de préscolaire sont faites en dehors des écoles) une option purement communautaire (comités de parents...) semble comporter plus de risques, à moins de l'organiser autour de petits groupes de représentants des familles constitués autour de l'ensemble du cursus scolaire ("comités éducatifs" par lieu d'implantation du volet éducation: préscolaire, soutien scolaire en lien avec les écoles primaire, éducation informelle). Toutefois, il serait possible que les femmes participant aux cours d'alphabétisation (et plus tard les familles suivies en accompagnement familial) puissent être à l'origine de tels groupes.

A l'heure actuelle, la qualité de l'enseignement des balwadis est la meilleure garantie de la motivation des parents, d'où l'idée d'associer un "label de qualité" à la "semi-privatisation".

6. Une proposition de paramètres communs pour mesurer l'impact des classes préscolaire ?

Le souhait d'une proposition de paramètres communs avait été émis lors de la réunion-discussion de juillet, afin de faciliter les échanges entre les programme. Cette proposition venait aussi du souhait de Gaspard d'harmoniser les données collectées par les différents partenaires indiens. Si des paramètres communs faciliteront bien sûr les échanges à venir, ils doivent avant tout servir chaque programme. Cette proposition n'a donc aucune visée "normative".

Annexes

• [Présentation des actions éducatives d'ESSOR au Brésil](#)

• [Histoires et témoignages](#)

Voir aussi...

...sur les activités, expériences & méthodologies d'ESSOR:

* fiche 2.1.1. [Manuel de crèche](#) ESSOR (09.99) + version portugaise (traduction Essor) 173 Ko

*Fiche 2.3.2. [Méthodologie soutien scolaire](#) ESSOR (traduction Amparo Brabant-Melo pour Essor, oct.2000) version portugaise

* Fiche 2.5.1. [Méthodologie adolescents](#) ESSOR (1998, mise en ligne juillet 2001)

*[Note : présentation succincte du travail d'accompagnement familial](#) au Brésil (groupes éducatifs, permanence sociale) 1998 **[ATTENTION : archive répertoriée sur l'ancien site Pratiques]**

* [Résumé du rapport de l'étude sur la stimulation du développement infantile](#) à Fortaleza (01.2001)
[ATTENTION : archive répertoriée sur l'ancien site Pratiques]